

Nordine Garrouche (NGR Consulting): «Les éditeurs vont devoir faire face à la contrainte impérieuse de repenser leur modèle de vente basé principalement, encore actuellement, sur des ventes de licences unitaires».

Photo: Olivier Mariani



PROGICIELS BANCAIRES

2008, ANNEE STRATEGIQUE

Pour les éditeurs, les challenges ne devraient pas manquer. D'autant que la crise de la *subprime* jette une ombre sur les capacités d'investissement.

Ces dernières années ont été fertiles en changements pour l'industrie informatique, priée de suivre, voire de précéder et en tout cas, de digérer, les contraintes réglementaires survenues dans le monde financier. Les chantiers de mise en œuvre ont mobilisé une part non négligeable des ressources des éditeurs.

Ces projets touchant à leur fin, les institutions financières vont pouvoir s'atteler à rattraper le retard pris sur les chantiers fonctionnels et stratégiques. «Les éditeurs vont ainsi devoir préciser leur façon de voir face à un certain nombre de tendances profondes sur le marché», note Nordine Garrouche, associée directrice de NGR Consulting. Plusieurs éléments se conjuguent sur les places financières luxembourgeoise et belge, qui vont favoriser la réflexion sur le remplacement des packages bancaires, si souvent annoncée... Cette fois, certaines institutions pourraient entrevoir un business case positif pour le remplacement de leur core banking system...».

Investissements inévitables? «Il faudra voir si la crise du subprime ne vient pas perturber ce subtil équilibre. Le secteur financier connaît une forte pression sur ses marges, à cause de facteurs structurels, de nouvelles contraintes réglementaires (MiFid, Bâle II, etc). Alors que la recherche d'économies d'échelle est un des éléments-clés de la compétitivité. Les institutions financières ont donc lancé des stratégies d'optimisation de coûts et d'adaptation

de leur modèle opérationnel». Cela libère un mouvement de rationalisation des modèles opérationnels et un phénomène de concentration des opérations en des centres de traitements globaux, ainsi qu'un effort de standardisation des architectures applicatives par métier.

Tout est donc bien question de stratégie. «Les institutions financières luxembourgeoises ont à cœur de pouvoir héberger le traitement centralisé d'opérations pour certaines activités de leur groupe, capitalisant sur l'ouverture internationale de la place de Luxembourg. Une des conséquences, c'est une demande renforcée pour la recherche d'une plate-forme qui soit complète en termes de couverture fonctionnelle, mais aussi capable de traiter les différentes spécificités des produits ou des contraintes réglementaires d'autres zones géographiques. Cette internationalisation des fonctionnalités des différentes plates-formes devrait s'amplifier en 2008. Cela devient un critère de choix dont la pondération revêt une importance cruciale, quel que soit le domaine d'activité».

La même logique de rationalisation fait poser la question de l'externalisation de certains processus. «Pour bon nombre d'institutions, la réflexion est plus qu'avancée, analyse Nordine Garrouche. Pour des institutions de moyenne ou petite taille, il s'agit d'une redéfinition complète de leurs activités de base, afin de réduire les coûts de structure et de

conserver un bon niveau de compétitivité. Or, cette tendance de fond, qui a vu l'émergence d'un certain nombre d'acteurs spécialisés pour le traitement d'opérations back office (notamment en Belgique), devrait s'amplifier. Cela va mettre les éditeurs face à la contrainte impérieuse de repenser leur modèle de vente basé principalement, encore actuellement, sur des ventes de licences unitaires. Certains éditeurs se sont d'ores et déjà positionnés, en jouant la carte des alliances avec des acteurs-clés et des prestataires de traitement d'opérations. D'autres sont plus à la traîne. Cette année permettra de vérifier la cohérence des choix de chacun».

Les bons choix pour les bonnes fonctions

Les mouvements seront à suivre aussi dans l'industrie du package. «Les institutions financières ont des exigences de fonctionnalités de plus en plus pointues. Ces dernières années, elles ont souvent opté pour l'association de packages interfacés dans le cadre d'une architecture applicative cohérente. Forts de leur succès, les éditeurs de packages spécialisés tentent de prendre en charge des pans de l'architecture fonctionnelle plus étendus, entrant parfois en concurrence avec les fonctionnalités de packages intégrés et les cantonnant de plus en plus

à un simple rôle de general ledger ou noyau comptable. Que verra-t-on? Stratégies d'alliance plus prononcées? Mouvements de concentration? Remises en cause d'éditeurs mono ou multi-produits?».

2008 devrait aussi voir s'affiner le développement de la couverture fonctionnelle des packages, intimement liée au métier. «Dans la gestion privée, on assiste à un regain de demande pour la gestion de la relation client. L'objectif est de fournir des fonctionnalités permettant soit d'industrialiser un peu plus la relation client (dans le cadre d'une orientation vers le segment 'mass affluent'), soit de focaliser le gestionnaire vers des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui accroît sa proactivité dans la relation».

Dans l'industrie des fonds, la demande est toujours forte pour des fonctionnalités permettant de traiter plus efficacement des nouveaux produits forts complexes. Et puis, le contexte ne devrait pas gommer les aspects de gestion des risques. «Les packages spécialisés de risk management, de reporting ou de compliance vont sans doute tirer leur épingle du jeu».

En tout état de cause, observateurs et consultants vont avoir du blé à mouder. «On compte suivre avec attention ces orientations, notamment dans le cadre de nos études sectorielles», confirme Nordine Garrouche. Il faudra alors tirer conclusions et leçons ad hoc. || Alain Ducat